

LE TEMPS

Relance Mercredi 15 février 2012

Le sourire de l'économie américaine

Par Stéphane Bussard New York

Production industrielle, emploi: les bons indicateurs se multiplient. La croissance du PIB, encore lente, devrait accélérer ces prochains mois. Ces bonnes nouvelles en année électorale soufflent un vent d'optimisme

General Electric prévoit déjà de recruter 5000 vétérans au cours des cinq prochaines années. Le géant américain, dont la production va des moteurs d'avions aux ampoules électriques, veut investir 580 milliards de dollars pour développer son secteur aérien et ouvrir trois nouvelles usines dans le Missouri, en Alabama et en Ohio. Mardi, Boeing confirmait sa plus grande commande jamais enregistrée dans l'histoire de la société: une compagnie indonésienne low-cost va acquérir 230 Boeing 737 d'une valeur totale de 22,4 milliards de dollars. Lors de son discours sur l'état de l'Union le 24 janvier, Barack Obama s'est félicité d'être venu à la rescousse de l'industrie automobile. Depuis, General Motors est redevenu le numéro un mondial du secteur faisant souffler un nouveau vent d'optimisme sur l'économie américaine (lire ci-dessous).

C'est avant tout l'industrie (auto, machines, chimie, électronique, équipements de transport) qui est responsable de cette embellie. C'est la première fois depuis 1997 que le secteur industriel connaît une croissance du nombre de travailleurs. Pour Barack Obama, qui a vu des millions d'emplois détruits lors des premiers mois de son mandat présidentiel, c'est un soulagement. L'économie peut aussi s'appuyer sur le secteur de l'énergie qui lui apporte un bol d'oxygène bienvenu. Ces cinq dernières années, les nouvelles techniques de forage et le boom de l'extraction des gaz de schiste ont permis aux Etats-Unis d'accroître, pour la première fois en dix ans, leur production pétrolière et de créer 160000 emplois. Plusieurs entreprises industrielles ont décidé de retourner en Amérique pour profiter des bas prix du gaz naturel.

Cette amélioration s'est traduite de façon spectaculaire en janvier. Le mois dernier, 243000 emplois ont été créés dans le pays, faisant chuter de façon inattendue le taux de chômage de 8,5% à 8,3%. La bourse de New York a d'emblée réagi, le Dow Jones, indice des valeurs industrielles, bondissant à son plus haut niveau depuis l'éclatement de la crise financière. L'économie américaine a engendré 2,4 millions d'emplois en un peu moins d'un an et généré six mois de croissance ininterrompue de l'emploi. L'industrie a un nouveau souffle, mais elle revient de loin. En 1979, elle recensait 19,6 millions de travailleurs. Aujourd'hui, elle n'en compte plus que 11,8 millions. C'est sous la présidence de George W. Bush que la chute fut la plus brutale. Les emplois industriels connurent une baisse de 17% lors de son premier mandat et de 12% lors du second. La Chine livre une concurrence toujours plus forte à l'Amérique dans ce secteur, au point qu'elle devient l'un des principaux boucs émissaires de la campagne électorale américaine. Le déficit commercial entre Pékin et Washington n'a jamais été aussi élevé. En 2011, il a atteint la barre record de 296 milliards de dollars et Barack Obama, qui recevait mardi le vice-président chinois Xi Jinping à Washington, n'a sans doute pas manqué de le relever.

L'évolution reste toutefois fragile. La croissance du PIB s'est limitée à 1,7% en 2011 et devrait progresser à 2,7% en 2012 et à 3% en 2013 selon les projections de l'administration américaine. C'est

pourquoi Barack Obama a intégré, dans le budget 2013 qu'il a présenté lundi, des mesures de relance de l'économie à court terme en visant aussi à les consolider dans le long terme par des investissements dans les infrastructures et l'éducation. Hier, le secrétaire au Trésor, Timothy Geithner, a confirmé la volonté de la Maison-Blanche de favoriser les sociétés qui créent de l'emploi sur le sol américain et de pénaliser celles qui délocalisent à l'étranger en exhumant un vieux projet de loi modifiant la fiscalité des entreprises.

Dans cette année électorale, l'économie et, a fortiori, l'emploi joueront un rôle capital, notamment dans les swing states, ces Etats clés votant tantôt démocrate, tantôt républicain. A cet égard, la baisse du taux de chômage est positive, mais ne dit pas tout de l'état de l'économie. Les 5,5 millions d'Américains qui sont sans emploi depuis plus de six mois et qu'on appelle les «retraités involontaires» restent un facteur de vive inquiétude. Les experts se demandent comment ils pourront réintégrer un marché du travail toujours plus compétitif. Quant aux jeunes, ils continuent de faire les frais de la crise financière. Parmi les 18-24 ans, le taux de chômage s'est élevé à 16,3% en 2011.

Un obstacle de poids freine la reprise économique: l'immobilier, un secteur dévasté par la crise des «subprime». Aujourd'hui, la construction redémarre dans quelques endroits du pays. Mais le marché reste encore fortement déprimé. La valeur des maisons a chuté. En 2011, la construction de maisons individuelles était au plus bas niveau depuis 1959 et faisait fi de l'évolution démographique. Les ventes sont à l'avenant. Président de la Réserve fédérale, Ben Bernanke fait un lien direct entre ce phénomène et la consommation qui alimente 70% de l'activité économique des Etats-Unis: «La baisse récente de la valeur des biens immobiliers risque de diminuer les dépenses de consommation de 200 à 375 milliards de dollars par an.» Pour le patron de la Banque centrale, l'économie américaine ne récupérera pas pleinement tant que le secteur immobilier restera sinistré malgré des taux hypothécaires historiquement bas.

LE TEMPS © 2012 Le Temps SA